



Crise économique

Alors que le Medef voit la sortie de crise, pour les salariés c'est toujours précarité et incertitudes

P4

Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 906

27 janvier 2011

prix: 0,70 €

Tunisie :



Un soulèvement salvateur

■ 2012

Les communistes ont leur calendrier

P 2

■ Meilleurs vœux !!!

Militants, élus, candidats soutenus par le PCF aux cantonales présentent leurs vœux à Sarkozy

P 3

■ Hôpital public

La droite veut en faire une entreprise privée

P 5

■ Nantes métropole

En perspective, premières réflexions sur l'aire urbaine à l'horizon 2030

P 6

■ Airbus

Roger David se félicite des commandes passées au constructeur aéronautique et demande la création de nouveaux emplois



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Plus qu'un dérapage

LE CHARME DISCRET DE MAM



En proposant à Ben Ali les services de la France pour maintenir « l'ordre » en Tunisie, notre ministre des affaires étrangères a commis plus qu'un dérapage,

c'est une véritable sortie de route... que lamentablement le premier ministre a tenu à confirmer expliquant que la vitesse des événements était à l'origine de tels propos... Qu'elle est belle la solidarité gouvernementale...

Et pourtant...

Tout laisse penser que les propos de Michèle Alliot-Marie ne relevait pas d'une bavure de sa part ou d'une interprétation de ses propos. En effet, selon des informations, un avion-cargo chargé de matériel pour le maintien de l'ordre à destination de la Tunisie aurait été bloqué le vendredi à Roissy par les douanes. Ne serait ce pas là une explication aux longues discussions à l'Elysée dès le début de la crise tunisienne...

Quand pleuvent les félicitations

Les propos de Manuel Valls ont décidément plu dans tous les salons de la droite et du patronat. Les déclarations de félicitations n'arrêtent pas de tomber dans les rédactions. Jean-François Coppé, secrétaire général de l'UMP en rajoute une couche en déclarant : « Je me félicite d'une année 2011 qui commence sur les chapeaux de roues. La question (les 35 heures) est totalement entrée dans le débat public, c'est formidable ». La médaille est pour bientôt ?

Quand les médias banalisent

Qui n'était pas à Tours pour voir la relookée des vieilles idées fascinantes du FN en ce dimanche de janvier ? Un « congrès » qui a validé la cession de l'entreprise familiale à Marine Le Pen en gardant le même fond de commerce et les mêmes idées dont les médias se sont délectés en passant en boucle durant tout un week-end les discours d'une extrême droite haineuse et xénophobe.

Pourquoi en rajouter ?

Comme si l'overdose médiatique ne suffisait pas, Conhn-Bendit se croit une nouvelle fois indispensable pour en remettre une couche. Dans une longue interview au journal du dimanche le néo-libéral verdoyant joue les Madame soleil et explique « qu'il ne voit pas la gauche gagner en 2012. » Mieux que cela, il « craint même un nouveau 21 avril »... Notre « petit gavroche soixante huitard » ferait mieux de se mettre en ordre de marche pour battre Sarko plutôt que de reprendre un discours qui est en fait tout simplement celui du Front National.

Point de vue

par Aymeric SEASSAU

Nous y voilà : le gouvernement de combat Sarkozy Fillon resserré autour des objectifs de maintien au pouvoir de l'UMP nous fait le coup de la reprise. Reprise ? pour qui ? Les industriels peuvent annoncer avec satisfaction le retour des plans de charge dans plusieurs secteurs, les communistes observent la « reprise » avec pour critère l'emploi et les salaires, et le compte n'y est pas !

« faire front ensemble, avec celles et ceux qui aspirent au changement ! »

Les tunisiens ne s'y sont pas trompés, ils ont inscrit leurs pas dans ceux des peuples grecs, irlandais, portugais qui ont exprimé leur colère face à l'Europe libérale qui étend son emprise au-delà de ses frontières vers l'Est et la méditerranée. Les « miracles » économiques d'hier se sont transformés en cauchemars pour les salariés et les familles populaires. Première révolution du 21ème siècle, la « révolution de Jasmin » montre que la lutte peut toujours chasser les tyrans. L'élan populaire parviendra-t-il à casser l'emprise terrible de la bourgeoisie nationale et des institutions financières internationales sur la Tunisie ? Les communistes français et leurs amis tunisiens veulent contribuer à ce que le peuple garde la parole et que le changement amène une alternative de progrès. Garder la parole, c'est aussi la question qui est posée au mouvement populaire français après les puissantes mobilisations de l'Automne. Non, la question de l'alternative de changement ne peut pas être confisquée par les partis

dominants et il y a urgence à desserrer le carcan des appétits présidentiels pour traiter des questions nationales.

C'est toute l'originalité de la démarche proposée par le dernier conseil national du PCF qui définit dans une adresse aux communistes un calendrier pour l'élaboration d'un contrat politique pour construire le projet et choisir la candidature du Front de Gauche à la présidentielle. Les militants en débattent dès aujourd'hui et seront consultés en Juin sur l'ensemble de ces questions. D'ici là, en plus des trois grands rendez vous avec Pierre Laurent, André Chassaigne et Alain Boquet, de nombreuses initiatives sont organisées dans tout le département par les sections du PCF pour mettre en débat de manière très large des questions précises pour contribuer au programme populaire partagé.

Nos candidat(e)s aux élections cantonales seront eux aussi porteurs de cette démarche de construction populaire en mettant en discussion les propositions qu'ils ont construit collectivement jusqu'à produire un « manifeste pour le département » qu'ils présenteront aux électeurs.

Un premier semestre et une année chargée pour tous ceux qui veulent rendre les coups en 2011 sans attendre 2012, nous en sommes, pour faire front ensemble, avec celles et ceux qui aspirent au changement !



Un contrat politique pour 2012

L'adresse aux communistes adoptée par le conseil national du 7 janvier dernier et soumise dès le lendemain lors de l'assemblée nationale des animateurs de section, invite, dans un cadre désormais défini, les communistes à débattre de l'échéance de 2012.

Ce débat se déroulera dans le contexte de crise que nous connaissons aujourd'hui et il sera ponctué par des élections aux enjeux importants sur le plan local et national : les cantonales et les sénatoriales.

Dans un premier temps, le travail qui attend les communistes sera de donner la parole au peuple, de le mettre en mouvement pour élaborer un projet collectif susceptible non seu-

lement de répondre aux attentes populaire, mais aussi de construire une société plus juste pour demain. Ce travail de co-construction les communistes du département s'y attellent, un certain nombre de réunions publiques, de forums citoyens, vont avoir ou ont eu lieu dans une démarche de rassemblement la plus large possible autour du Front de Gauche.

Des priorités se dégagent sur les thèmes qui devront être débattus : autour de l'utilisation de l'argent, du rôle des banques, de la finance ; autour de l'emploi, de la précarité et de la souffrance au travail ; autour des services publics particulièrement menacés après ce premier mandat de Sarkozy ; autours de notre mode de développement et des enjeux écologiques ; autour de la démocratie elle aussi en bien mauvais état ou

encore autour de l'Europe et des ambitions qu'elle doit porter.

Et puis, l'année 2011 sera aussi celle des choix pour les communistes. Ils devront se prononcer sur les objectifs et la candidature qu'ils porteront pour les présidentielles.

Une candidature et un projet portant le rassemblement pour faire gagner la gauche qui ne pourra se conclure que sur un contrat politique clair. Une conférence nationale sera convoquée les 4 et 5 juin prochains avec pour ordre du jour les choix politiques et la candidature pour 2012, la proposition retenue sera soumise au vote des communistes du 16



au 18 juin. En attendant, comme l'a rappelé Pierre LAURENT, nous devons faire de 2011 « l'année de la construction de l'alternative avec les françaises et les français. Les communistes consacreront leur énergie à rendre la parole au peuple, à lui redonner l'espace et le pouvoir de construire le projet collectif qui répondra à ses attentes ».

De vous à moi...

Il y avait déjà presque un roman à écrire sur les amis du président, ceux du Fouquet's ou ceux du CAC 40 étaient les plus connus, mais voilà que vient se greffer à cette bien désagréable liste ceux que l'actualité internationale place aux devants de la scène : la famille Ben Ali. « Qui se ressemble s'assemble » dit le proverbe, et bien soit, cet ami de notre président était bien (et c'est lui qui le dit) le dictateur qui, avec sa famille a pillé son

pays et privé son peuple de démocratie pendant près d'un quart de siècle.

On peut comprendre ainsi l'embarras du gouvernement français quand l'annonce a été faite de la fuite du dictateur tunisien et sa possible arrivée sur notre sol (une sorte de refuge chez les copains). On peut comprendre en les condamnant les propos de notre ministre des affaires étrangères qui se proposait de mettre à disposition des policiers fran-

çais « pour maintenir l'ordre » à Tunis.

Dans cet élan démocratique du peuple tunisien, une chose apparaît clairement aux yeux de tous : Nos gouvernants, Sarkozy et consorts, ont toujours le regard tourné vers les affameurs et les voyous qui tirent sur leur peuple, mais jamais vers ceux qui sont victimes des dictateurs.

Y.C.

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Grenelle

Le mot est à la mode, il faut désormais un grenelle pour toutes choses. Ce sont les élus d'opposition de la ville de Nantes qui désormais demandent « un Grenelle des finances communales ». Non contents du peu d'effectivité du Grenelle de l'environnement porté par le gouvernement, voilà que ces élus de droite voudraient remettre à plat les finances de la ville !

Puisqu'ils en sont à réclamer un Grenelle, peut-être auraient-ils été plus inspiré de demander à l'UMP un Grenelle de la réforme des collectivités locales, réforme qui pèse lourd sur les finances des communes.



Cantonaux

L'UMP, nous apprend le figaro, se refuserait de politiser les cantonaux, bien consciente d'une démobilité de son électoralat qui ne voit pas, lui non plus, arriver la sortie de crise. Non seulement l'UMP ne politise pas mais elle reste bien silencieuse. Aurait-elle des doutes quant à ses capacités à rassembler les français ??? Peut-être les élus nantais d'opposition devraient-ils réclamer un Grenelle pour l'UMP !

Cantonaux toujours

Le Parti de Gauche de Loire-Atlantique, désireux de rompre avec la sociale démocratie soutiendra sur le canton de Guémené-Penfao des candidats communément avec... EE-les verts !!!

Cantonaux : les communistes à l'offensive



Le 15 janvier dernier, militants, élus communistes et candidats aux cantonaux soutenus par le PCF s'étaient donnés rendez-vous devant la préfecture de Nantes.

Après une matinée d'appropriation, de débats et de réflexion sur le projet porté par les communistes aux cantonaux, les candidats se sont joints aux militants et aux élus communistes pour présenter leurs vœux à Nicolas Sarkozy. Des vœux « pour garder la parole, pour exprimer avec force que nous n'attenterons pas 2012 sans rendre les coups, pour affirmer que les communistes sont de toutes les batailles poli-

tiques et sociales avec l'ambition de faire reculer le gouvernement » annoncera Pedro MAIA. « Nous faisons le vœu » ajoutera le président de l'ADEC 44, Marc JUSTY, à l'attention du président de la république « qu'il entende le désespoir des français et le malaise exprimé par les élus locaux ».

Derrière la banderole « Non à la réforme des collectivités territoriales, oui à la démocratie locale » les communistes et leur candidats ont tenu à dénoncer les régressions des acquis sociaux que subissent, en plus de la crise du capitalisme, la majeure partie de la population

Programme populaire partagé : l'industrie en question



Le 3 février prochain Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, se rendra à Saint-Nazaire à la rencontre de syndicalistes du bassin d'emploi et pour participer à un forum citoyen sur l'avenir de l'industrie.

En Loire-Atlantique, l'industrie, secteur majeur, représente près d'un emploi sur quatre avec des fleurons comme Airbus ou encore, les chantiers navals. Pour autant, ce secteur a fortement été impacté par la crise sans compter que depuis 1980 près de deux millions d'emplois industriels ont été détruits dans tout le pays.

A Saint-Nazaire, autour de Pierre LAURENT, syndicalistes, militants politiques, citoyens, réfléchiront ensemble sur le développement de l'industrie.

Une industrie qui doit s'affranchir des dogmes libéraux de la rentabilité à court terme et rompre avec l'emprise de la financiarisation.

Les communistes sont d'ores et déjà porteurs de propositions qu'ils mettent en débat

afin de construire avec les citoyens la riposte aux projets de régression de la droite. Ils proposent de réfléchir aux propositions qui permettraient à notre industrie de mettre en œuvre un nouveau type de développement humain. Un développement qui crée emplois et richesses tout en étant respectueux de l'environnement.

Il préconisent par exemple, l'arrêt des exonérations de cotisations sociales et des aides financières aux entreprises sans contre partie en terme d'emploi et d'investissement, une maîtrise sociale du crédit, une sécurité de l'emploi et de la formation tout au long de la vie ainsi que de nouveaux pouvoirs d'intervention pour les salariés sur les choix stratégiques de l'entreprise.

L'industrie a un avenir dans notre pays, faut-il encore lui donner les moyens en terme de formation, de recherche et de développement, mettre fin aux délocalisations et repenser l'homme au cœur de la production, autant de questions qui seront abordées à St-Nazaire.

NOTRE INDUSTRIE A L'AVENIR

Judi 3 février 2011 - 20h
Salon république à Saint-Nazaire

En présence de Pierre LAURENT et de syndicalistes du bassin nazairien

française. Régressions sociales auxquelles vient s'ajouter la réforme des collectivités territoriales qui pour Marc JUSTY : « constitue une menace d'une gravité sans précédent contre l'intervention publique locale. Une contre réforme qui porte les germes d'une régression démocratique unique dans l'histoire de la République et qui va éloigner les élus des citoyens ».

Cantonaux oblige, les candidats présentés par le PCF se sont inquiétés pour l'avenir des départements. Comme le fera remarquer l'un deux, l'Etat doit déjà près de 500 millions d'Eu-

ros au conseil général au titre de transfert de charges non compensées.

Une délégation s'est d'ailleurs rendue en préfecture pour remettre au préfet une motion lui signifiant le refus des communistes et de leurs élus de la réforme des collectivités territoriales.

Pendant ce rassemblement, Pedro MAIA a également rappelé que les communistes « seront de tous les combats pour que le travail ne soit plus synonyme de souffrance et de précarité, pour conquérir de nouveaux droits, pour protéger et développer les services publics. Nos candidats et nos candidats aux élections cantonales » a-t-il ajouté « porteront ces ambitions », souhaitant au président de la république « une année sans répit ».

Départements : des collectivités proches des préoccupations des citoyens

Lydie BENOIST, responsable Nationale en charge des élections, était présente le 15 janvier dernier à la matinée d'échange avec les candidats aux cantonaux de notre département. NLA lui a posé quelques questions sur ces élections.



et sociales, en direction des jeunes à travers les collèges, dans l'aménagement du territoire, le développement économique... Avoir une majorité de gauche qui, par exemple, travaille à une tarification sociale sur les transports, c'est du concret pour les gens, avoir un conseil général qui aide le milieu associatif notamment sur les questions culturelles c'est aussi très important pour nos territoires, cela parle aux gens.

NLA : Pourtant cette collectivité est particulièrement menacée ?

LB : Avec la réforme des collectivités territoriales il y a une opération qui vise à supprimer les départements et pas seulement en tant qu'institution mais en terme de réponses publiques apportées aux besoins des populations. Ce que vise le gouvernement, parfois accompagné par le PS et les verts, c'est la suppression de l'échelon communal et départemental. Tout cela est dans la droite ligne des politiques européennes, de la RGPP... Or, les collectivités locales sont des foyers de démocratie.

Nous ferons de cette question un point important pour exiger que la gauche, si toutefois elle était élue en 2012, revienne sur cette loi scélérate.

NLA : Quel sera l'apport des candidats communistes dans cette campagne

LB : Nous avons parmi nos candidats des hommes et des femmes engagés politiquement, électivement, syndicalement, associativement, c'est déjà une richesse. Et puis il y a une dimension singulière de nos candidats, ils sont au cœur du mouvement social et des réalités, ils n'ont pas à réfléchir sur les conditions de vie des citoyens puisqu'ils vivent la même chose. Ils portent le fer sur des politiques progressistes, solidaires, au cœur de la gauche.

Le dossier.

La crise économique !

N'est-il pas temps de tourner la page de la déréglementation ?

■ Besoin d'une embellie sociale

2010 vient de se terminer avec son lot de luttes contre la réforme des retraites qui a rassemblé des centaines de milliers de salariés dans notre département. Le gouvernement avec le patronat a fait la sourde oreille en maintenant cette loi nocive et injuste pour tous, dans le plus grand mépris du respect de la démocratie.

2011 commence avec déjà de nouvelles réformes qui se préparent. Toutes dans le même sens le profit, la rentabilité, au détriment de tous les travailleurs.

Certains se gaussent que 2011 va connaître une embellie économique, que les entreprises redémarreront, que l'emploi repart, que le pouvoir d'achat ne baisse pas.

Comment peut-on ainsi leurrer les salariés, les jeunes, les retraités ?

Dans le département il y a de nombreuses luttes qui prouvent le contraire depuis le début de l'année. (voir autres articles)

Areva, une des plus grosses entreprises du CAC 40, des bénéficiaires qui explosent, et aucun coup de pouce sur les salaires. Les salariés de **Cezus Areva à Paimboeuf**, ont décidé pour la 2ème fois depuis le 1er janvier de se mettre en grève pour exiger ce qui leur revient de droit.

Le taux de chômage dans le département ne baisse pas loin de là, et la majorité des emplois proposés sont des emplois précaires, saisonniers. C'est bien loin de la sécurité sociale professionnelle que défend la CGT.

Dans le secteur public, la situation n'est pas meilleure. La journée du 20 janvier contre la précarité dans l'éducation, la santé, les collectivités territoriales, la fonction publique d'Etat, montre bien l'immense malaise qui existe. L'Etat, n'assume plus son rôle et laisse se dégrader le service public pour mieux le passer au secteur marchand.

De moins en moins de remplaçants d'enseignants, pas d'embauche dans le secteur social ou de la santé, les moyens diminués aux collectivités : c'est la triste réalité.

Alors qu'aujourd'hui de plus en plus de personnes sont dans une grande pauvreté, l'Etat se désengage totalement. Les associations humanitaires font toutes le même constat, cet hiver la fréquentation a augmenté de 25% par rapport à 2010 qui était déjà une année en forte hausse.

Et pourtant, pour L. Parisot et son bras armé N. Sarkozy, cela n'est pas encore suffisant. La réforme des retraites à peine terminée, qu'ils lancent le débat sur les 35h, le coût du travail, la dépendance etc... Mme Parisot veut tout simplement mettre à bas le code du travail. Plus de référence à la durée hebdomadaire du travail, plus de référence au SMIC. De la négociation de gré à gré. Les dangers sont immenses pour les salariés car ils n'auraient plus aucune protection, tout serait permis au

patronat. Toujours d'après Mme Parisot, les salariés Français coûteraient 23% plus chers que les Allemands. Mais ce qu'elle oublie de préciser c'est qu'ils travaillent 164h de plus par an et qu'ils ont une productivité nettement supérieure.



Casser les droits des travailleurs !

La CGT lance une grande bataille pour le maintien des 35h et le respect du droit, car la France est épinglée par le comité européen des droits sociaux du Conseil de l'Europe sur le forfait jours qui entraîne une durée excessive du temps de travail sans heures supplémentaires rémunérées, ainsi que sur l'astreinte qui supprime le temps de repos hebdomadaire obligatoire. Nous engageons tous les salariés à exiger de nouvelles négociations pour faire respecter ces lois.

Une chose est sûre, c'est que la lutte revendicative du dernier trimestre 2010 est encore bien présente dans toutes les têtes, dans les entreprises. Elle a ressoudé des solidarités entre les travailleurs, du privé comme du public, entre toutes les générations. Les braises sont loin d'être éteintes et le volcan de la colère peut ressurgir à tout moment. **Les salariés, les jeunes et les retraités ont tous pris conscience que la lutte des classes est plus que jamais d'actualité et que c'est tous ensemble que nous pourrions mener le mouvement social qui apporte à tous une véritable embellie sociale.**

Marie-Claude ROBIN
Secrétaire départemental de la CGT



Ils ont dit !

■ 2011 devrait mieux se passer !

Pour Yann ROLLAND, président du MEDEF44 : « La bonne santé des entreprises en Loire-Atlantique dépend de plusieurs paramètres. **L'environnement mondial** qui est favorable : forte croissance dans les pays émergents, reprise importante en Amérique du Nord. Par contre, **en Europe et en France** : la reprise est encore faible et surtout mal répartie. Les métiers impactés par la mondialisation souffrent, comme le secteur de l'automobile. **Ceux qui ont le plus de mal en LA sont les secteurs touchés par la mondialisation, la concurrence étant plus internationale.** » M. Rolland évoque ensuite ce qui a permis de conserver une certaine dynamique : « Les **soutiens fiscaux** - crédits d'impôts, TVA à 5,5%, PTZ - ont contribué à maintenir les métiers du bâtiment à un bon niveau. Le dynamisme démographique significatif et récurrent crée des besoins à satisfaire : services, commerces. Les **projets des collectivités** - l'autoroute de la mer, Notre Dame des Landes, le regroupement du CHU, l'île de Nantes, le Tram-train ... - contribuent bien sûr à la bonne santé

de nos entreprises. » Quant aux points négatifs, il y a les **conséquences du blocage d'octobre** des petites entreprises de proximité et **le manque de compétitivité** des entreprises. « **Le coût du travail est de 23% plus élevé en France qu'en Allemagne. Les salariés allemands travaillent 1h de plus par semaine. Entre 2000 et 2008, le prix moyen des produits exportés est 8% plus cher qu'en Allemagne.** » Pour le pt du MEDEF, deux points noirs subsistent : celui de la sous-traitance très dépendant des donneurs d'ordre, et des travaux publics.

■ Que d'incertitude !



Dans mon mandat d'élu, je suis amené à participer à des réunions de crise en amont mais aussi en aval sur des plans de revitalisation. Bobcat et STX ont

supprimé des emplois et Faurecia veut fermer en 2011. Ce sont plus de 600 emplois supprimés en quelques mois. Quant aux quatre agenceurs de la navale, ils sont passés au bord de la catastrophe grâce notamment à la mobilisation de plusieurs dispositifs régionaux du plan anticrise. Aujourd'hui, si la filière auto reste en grande difficulté, les commandes reviennent et les plans de charges s'améliorent dans plusieurs secteurs de l'industrie, à STX, chez Manitou, ou chez Bobcat qui lance une nouvelle gamme de chariots élévateurs. Mais à quel prix ? **Rien n'indique que ces entreprises recréeront des emplois durables de qualité et il est encore trop tôt pour estimer si l'argent versé par les entreprises au titre de l'obligation de revitalisation* permettra des créations d'emplois stables.**

Aymeric SEASSAU,
Conseiller régional,
Membre de la commission économique

*Le préfet peut imposer à une entreprise de plus de 1000 salariés le versement d'une somme de 2 à 4 smic par emploi supprimé pour financer des actions susceptibles de compenser les emplois perdus et revitaliser un bassin d'emploi "Ndr"

■ Plein de records en 2010 !

La crise, Airbus s'en est plutôt servi comme d'un prétexte pour amplifier les délocalisations de ses charges de travail, afin de faire des économies, mais surtout pour éviter d'avoir de vrai plan d'embauches pourtant nécessaire au développement et à la

pérennité de notre site. Cette pseudo crise chez Airbus a aussi permis à notre direction



d'amplifier le travail type Lean et de faire signer aux autres organisations syndicales un accord ATC qui leur permet de gérer nos congés comme bon leur semble. De plus, à l'heure ou tous les programmes sont à la hausse, on nous annonce d'un coup d'un seul que nous avons 26 000 heures de retard

et qu'il faudra faire des heures supplémentaires obligatoires. On peut s'apercevoir que c'est bien d'une flexibilité maximum que notre direction veut imposer aux salariés d'Airbus plutôt que d'embaucher, comme le revendique la CGT, au moins 200 personnes immédiatement afin de palier aux montées en cadence.

Yves DEVEDEC

■ Oui, mais ?

Chez Manitou par exemple, les salariés ont débrayé à plusieurs reprises pour exiger un retour sur les salaires des bénéfices de l'entreprise, car l'employeur ne voulait même pas aborder cette question lors des Négociations Annuelles Obligatoires. **En 2009, cette entreprise proposait un plan de départ volontaire à plus de 200 salariés. Aujourd'hui tous ces salariés sont réembauchés en tant qu'intérimaires. C'est cela le progrès social, la précarité de l'emploi ?**



Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Grève de la justice administrative

Deux textes dont certaines dispositions se révéleront nuisibles pour la justice administrative sont actuellement soumis au Parlement : le projet de loi immigration et un amendement visant à restreindre le champ d'intervention du rapporteur public. Le pouvoir reste sourd aux appels de sa magistrature. Devant la perspective de voir se dégrader tant les garanties offertes aux justiciables que les conditions de travail et surtout, la qualité des décisions rendues, l'USMA appelle l'ensemble des magistrats administratifs à la grève le 1er février. Elle précise que le renoncement aux conclusions du rapporteur public nous engage sur la voie d'une justice d'abattage !

Sauvons la Maison de la Naissance !

Le plan de redressement de la clinique Jules Verne de Nantes impose une augmentation des quotas d'accouchements sans augmentation suffisante des moyens matériels et humains. Aujourd'hui, la maternité a déjà atteint ses limites : baisse de la qualité des accueils téléphoniques, en consultation : impossibilité de répondre à tous les souhaits de suivi de grossesse au sein de la maternité, en préparation à la naissance : difficultés à satisfaire toutes les demandes, en salles de naissances : moins de disponibilité pour l'accompagnement personnel de chaque femme, et pour les consultations d'urgence, en hospitalisation : moins d'attention aux besoins spécifiques des couples vis-à-vis de l'allaitement et de la parentalité. L'augmentation du nombre d'accouchements va entraîner une systématisation des soins, une équipe moins à l'écoute, une surmédicalisation, plus de césariennes, moins de soutien à l'allaitement maternel, une diminution de la qualité de l'hygiène...

Europe anti-sociale

Patrick LE HYARIC s'est adressé ainsi à la Présidence Belge de l'UE : « Vous aviez laissé entendre que vous feriez des questions sociales l'une de vos priorités et annoncé un statut pour protéger les services publics. Vous n'avez rien fait de cela. Non seulement il n'y a eu aucune initiative pour protéger les services d'intérêts généraux, mais aujourd'hui, dans le cadre du pacte de stabilité renforcé, nous entrons dans une inquiétante spirale où, pour réduire la dette des Etats, les vautours des marchés financiers, armés de leurs agences de notation, poussent les Etats à brader leurs biens publics qui sont pourtant un atout pour la justice, l'égalité et le développement humain. Quant aux questions sociales, il a fallu toute la vigilance de notre Parlement pour repousser l'augmentation du temps de travail pour les chauffeurs routiers ou le projet dit « permis unique », version élargie de la sinistre directive Bolkestein. »

Cuba au secours d'Haïti

A ce jour, la brigade médicale cubaine a soigné plus de 50 000 cas de choléra, permis la reconstruction de 76 centres de santé et hôpitaux, opérés de nombreux haïtiens... De nombreux experts jugent son aide particulièrement efficace. Au point que la Norvège a demandé à Cuba d'intervenir en ces lieux et place. **L'Union européenne et les Etats Unis feraient bien de s'inspirer de l'exemple cubain** plutôt que de se complaire derrière des mises en scène médiatiques qui cachent mal une conception caritative de l'aide, et en définitive sert avant tout leurs intérêts économiques et politiques, au détriment d'une reconstruction durable de l'Etat Haïtien et de son économie. Vu leurs responsabilités historiques dans les malheurs d'Haïti, il est indécemment de voir la France et les Etats Unis se poser en donneurs de leçons.

L'école est notre avenir !

Samedi 22 janvier, l'intersyndicale de Loire Atlantique, FSU, UNSA Education, SGEN CFDT ainsi que la FCPE, appelaient enseignants, parents et citoyens à se rassembler pour la journée nationale d'action du collectif "L'éducation est notre avenir" Ils dénoncent les **effets catastrophiques du budget 2011 pour l'Éducation nationale** qui prévoit la suppression de 16 000 emplois et n'affiche d'autre ambition que la recherche d'économies. Déjà, la part du PIB français consacrée aux enseignements primaires et secondaires a diminué, passant de 4,5% en 1995 à 3,9% en 2006. Et pourtant, les effectifs d'élèves continuent d'augmenter. En Pays de la Loire, 4700 élèves supplémentaires, et 71 emplois supprimés, alors que l'intersyndicale estime à 500 le nombre d'emplois à créer pour maintenir le taux d'encadrement ! Ensemble, refusons les fermetures de classes, la disparition des RASED, les suppressions de places en maternelle, la baisse des dotations des collèges et lycées, le manque d'ambition du plan Licence à l'université, les réductions de postes et d'options, les hausses d'effectifs dans les classes... Exigeons une véritable formation professionnelle des enseignants sans laquelle les écarts entre élèves vont continuer à se creuser ! Aujourd'hui plus que jamais, notre pays a besoin d'un système éducatif qui s'attaque réellement aux inégalités scolaires et traite la situation des élèves en grande difficulté. D'autres choix pour la réussite de tous les jeunes sont nécessaires afin que l'École remplisse les missions qui lui sont confiées par la République. Pour défendre notre école, signez la pétition en ligne : www.uneeecole-votreavenir.org



La vassalisation des Chômeurs

Pôle Emploi met en place l'Entretien d'Inscription et de Diagnostic qui remplace l'entretien d'inscription du demandeur d'emploi. Il sera mené principalement par le personnel issu de l'ex-ANPE. Lors de cet entretien, en plus de l'inscription, le demandeur d'emploi contractualisera son **Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi** et recevra des informations très succinctes, au vu de la formation que vont recevoir les agents. **Avant la fusion ANPE/ASSEDIC**, le chômeur était d'abord reçu par les Assedic, pour une inscription et un calcul de ses droits au chômage, PUIS était reçu par l'ANPE pour sa recherche d'emploi. **Demain** verra l'inverse, on martèlera d'abord au chômeur l'obligation d'une recherche d'emploi « active, permanente (sic!) et motivée (re-sic!) » avant que l'institution remplisse son devoir de verser un revenu de substitution, plus urgent pour celui qui a perdu ses revenus ! Prenons un salarié, 50 ans, licencié économique (car l'âge de la retraite recule, mais pas celui du licenciement, et, grâce au MEDEF et à la CFDT, la durée d'indemnisation diminue). Il doit exposer ses projets professionnels avant même de savoir s'il a des droits, combien, et sur quelle durée. **C'est la vassalisation : « Accepte n'importe quel boulot et après**

3,5 millions de chômeurs ont tenté leur chance



on verra tes droits ! » Cela va encore améliorer les relations Chômeur/Pôle Emploi dont les personnels, insuffisamment formés, vont tenter de limiter la casse ! Se rajoute la disparition de l'Allocation Equivalente retraite au 01/01/2011 : allocation d'état versée par Pôle Emploi pour les chômeurs ayant les trimestres nécessaires à une retraite à taux plein mais pas l'âge légal pour la liquider. Supprimée en 2010, rétablie sous la pression parlementaire pour une durée d'un an, sa suppression va avoir des conséquences dramatiques pour de nombreux chômeurs âgés, aggravées encore par la dernière loi sur les retraites. Le taux d'emploi des « seniors » (55-64 ans) atteint péniblement les 40%, la durée maximale d'allocations chômage pour les 50 ans et plus est de 3 ans, la disparition de l'AER va pousser des millions de nos concitoyens vers les minimas sociaux ! Merci Sarkozy !

Julien CHAILLOU

Défendons l'hôpital public ! Défendons l'hôpital public !

L'hôpital public en France est celui qui assure des soins de qualité pour tous quels que soient les moyens de chacun. C'est là que se font les grandes recherches d'aujourd'hui qui permettront les progrès de demain. C'est lui qui assure 80% des urgences, fait face aux épidémies, prend en charge les cas les plus graves et complexes à tout âge de la vie. La loi HPST dite loi Bachelot supprime l'appellation « Service Public Hospitalier et ne parle plus que d'« Etablissement de Santé ». Elle veut faire de l'hôpital public une entreprise qui, pour être rentable, devra sélectionner les pathologies et les

patients, et diminuer le personnel : moins d'infirmier(e)s, aides soignant(e)s, médecins, secrétaires... **Il est prévu de supprimer 20000 emplois dans les hôpitaux !** Pour défendre un hôpital assurant l'accès égal pour tous à des soins de qualité, une pétition nationale circule sur le web à l'appel de la MDHP (Mouvement de Défense de l'Hôpital Public : collectif de médecins, personnels soignants et patients) : <http://petition-mdhp.fr>. Défendre l'hôpital, c'est aussi se soucier de son personnel aujourd'hui. **Au CHU de Nantes**, la CFDT vient de réaliser une enquête, distribuant 6000 questionnaires. 1620 agents ont

répondu, soit 30%. Il en ressort que 87% trouvent leur métier intéressant, voire passionnant, mais 28% n'espèrent aucune évolution professionnelle. Se cumulant à la charge émotionnelle inhérente à leur contact avec la souffrance, 69% ont déjà subi des agressions verbales, 23% des agressions physiques, et 34% s'estiment confrontés à des pressions psychologiques de leur hiérarchie. 55,5% souffrent d'une non reconnaissance de leur travail par leur responsable et 32,3% n'ont pas de réponse de leur hiérarchie à leurs demandes de besoin et de soutien. Enfin 70% d'entre eux disent ressentir des effets négatifs du tra-

vail sur leur propre santé. Le constat est que le plan 2008 de « retour à l'équilibre » a augmenté la recherche de productivité, intensifiant les rythmes de travail, altérant les relations agents - hiérarchie, et dégradant le ratio entre effectifs et charge réelle de travail. **Cette bataille pour l'hôpital public dépasse nos frontières.** Le groupe GUE / NGL au parlement européen s'oppose à une directive sur la mobilité des patients, dénonçant la promotion d'un tourisme de santé qui considère les soins comme n'importe quel « service » commercial. Il exige des soins de santé de qualité accessibles pour tous les citoyens.

Evènements, culture, idées.

Nantes Métropole à l'horizon 2030

I - Enjeux (1/3)

Nantes métropole s'interroge sur son avenir à l'horizon 2030. Cet exercice citoyen de prospective exige de s'extraire des perceptions, représentations et pratiques courantes.

D'emblée, il faut relever cette confusion ancienne persistante, incarnée par son logo, qui réduit la métropole aux seules dimensions de la CUN. Or l'aire d'influence de Nantes, en tant que métropole régionale, s'étend bien au-delà de son aire urbaine, du SCOT, voire du département.

1 - L'économie

Les prétentions de la géoéconomie à faire des villes et districts industriels "qui gagnent" le seul modèle de "villes d'exception" doivent être réexaminées. Nantes illustre que "l'avantage métropolitain" est désormais moins post-industriel, que celui de la "ville créative". « On voit s'échafauder une vision potentiellement très sélective de l'économie dont le modèle de développement repose sur l'attraction de la classe créative à force d'aménités séduisantes, d'une qualité de vie soigneusement entretenue, de quelques événements culturels phares » (Halbert, 2010) Nantes n'est plus la ville des chantiers navals qu'à titre mémoriel, mais celle des Allumés, de la Folle Journée et de Royal de Luxe, bref, plus celle des "bobos" que des "prolos".

2 - La durabilité

Aujourd'hui, au nom du

"développement durable", le discours métropolitain s'oriente vers le modèle d'"écométropole". Mais,



« cette présence quasi incantatoire du développement durable constitue, selon D. Delbaere, peut-être le dernier avatar de cette tentative de ressaisissement de l'espace public par le pouvoir politique. Le discours technique sur le territoire, reprend le contrôle de la ville via l'environnement. Par ce biais, la dimension sociale de l'espace public, portée par le paysage, est oubliée. Mais cet oubli ne peut être que momentané, car les politiques de développement durable ainsi réduites à l'énoncé de nouvelles normes échoueront non seulement à résoudre les problèmes environnementaux contemporains, mais aussi à composer un espace ouvert à tous. Alors il faudra bien que la société civile reprenne la main, et fasse valoir son désir d'espace public, qui est aujourd'hui un désir de paysage. » (Delbaere,

2010)

3 - La mobilité

L'étalement urbain serait-il devenu "un processus incontrôlable" ?

Un regard prospectif oblige à considérer ses origines et à anticiper ses conséquences, pas seulement parce qu'un tournant s'est opéré en faveur de la "durabilité". Les forces motrices en sont, certes, les logiques assurantielles et foncières, mais aussi la recherche d'aménités environnementales et paysagères, d'un jardin, de calme et d'espace pour les enfants, en bref toutes les représentations de la « bonne qualité de vie », en partie nourries par des sentiments anti-urbains. La force des processus et des jeux d'acteurs, rend sceptique sur la capacité à le maîtriser. Le fractionnement des pouvoirs urbains, des niveaux de coopération trop distendus ou conflictuels entre aires urbaines, des périmètres d'interventions trop restreints sans cohérence d'ensemble entre les prérogatives de chacun, posent de sérieux problèmes de

gouvernance ("L'étalement urbain", 2010).

4 - La gouvernance

La mutation urbaine laisse apparaître, selon P. Estèbe, deux « régimes urbains ». Le Gargantua de l'agglomération centrale, « parce qu'il attrape tous les problèmes, toutes les compétences qui passent à sa portée ». Alors que dans les intercommunalités périphériques, espace fragmenté de la périurbanisation, c'est le régime du « club » qui règne. Sur les bases du volontariat et la cooptation, il réunit, dans le consensus, ceux qui acceptent de partager le coût de production d'un ou de plusieurs biens publics désirés. L'objectif d'un tel dispositif n'est donc pas vraiment de corriger les inégalités sociales et spatiales, qu'il contribue à accentuer. La « démocratie participative » peut y devenir elle-même l'alibi d'une certaine fermeture.

Dans ces conditions, la prolifération d'instances telles que conférences métropolitaines, syndicats mixtes, associations intercommunales sont autant de "machins" (D. Béhar) que « les leaders des grandes villes déploient pour trouver les moyens d'enrôler leurs périphéries dans des stratégies consensuelles d'aménagement et de développement ». La démocratie territoriale de proximité passe donc par d'autres chemins.

J-Y M

A suivre

LIRE

Malgré le vent

« Ce livre, écrit par un homme qu'il sait qu'il va mourir, se veut, résolument, éperdument, un hymne à la vie, à l'amour, à la nature, au bonheur d'être », prévient, dans sa préface, Alain Besson. "Malgré le vent" de Jean-Claude Lamatabois appartient à un genre

inclassable, où prose et poésie font bon ménage, qu'on peut nommer prosodie, mais c'est une voix intime qui nous parle. D'où cet hymne au bonheur, à l'amour et aux joies simples, car aussi bien « chacun en appelle à l'odeur, au

toucher du pain, à ce qu'il y a d'invincible en nous, lorsque nous sommes tous ensemble ». Une invitation - incitation : « nous garderons nos voix, car au milieu de tant d'incertitudes, d'hésitations, de tout abattement, d'ennui... apparaissent quelques augures, quelques figures, empreintes d'espoir ».

De ses bonheurs et souffrances, J-C Lamatabois fait un chant d'amour et de vertige. Sans larmoiement sur son sort, mais avec un message universel sur le bonheur, la maladie et la mort. « Depuis la clinique, j'écris des mots pressés de tous côtés. Je les enserme comme s'ils tentaient de s'enfuir, d'être des fugitifs du néant qui m'entoure, qui me dévore ». Le souvenir de l'irradiation de Mururoa, inscrit cruellement dans sa chair, reste fascinant : « on a beau savoir que la bombe atomique est un objet de mort, lorsqu'elle explosa, on fut fasciné par cette leur disgracieuse, par ce lever de soleil artificiel que des hommes orgueilleux avaient créé pour tuer. Alors que la lumière s'identifie à la vie, la soudaine clarté nucléaire portait le masque du trépas ».

« Malgré le vent n'est pas un tire-larmes, chaque page est un tableau de vie » précise l'auteur. Il nous montre en effet, avec courage et humanité, comment tenir à distance la mort à travers cette belle leçon de vie.

J-C Lamatabois, *Malgré le vent*, Ed. du Petit Pavé, 2010, 15 €



VOIR...



Nature & nature

Mohamed Traoré est un artiste Malien formé en arts plastiques à Bamako. Il suit également une formation en pédagogie dispensée par le ministère de

l'éducation nationale au Mali. Il a commencé sa carrière il y a 10 ans à Bamako en illustrant panneaux et affiches publicitaires, en décorant places publiques et maisons de quartiers.

Il utilise diverses techniques, à l'aise aussi bien dans l'art du sable coloré que dans la technique du "Bogolan", tissu traditionnel teint. En France depuis 2002, il initie à son art en créant des ateliers dans diverses écoles de Loire Atlantique.

Exposition « Un animal lui a donné son nom » visible jusqu'au 4 février.

Espace culturel Louis Delgrès (Mémoire de "l'Outre Mer"), 89 quai de la Fosse, Nantes

MÉDIAS

Télé-réalité : jusqu'où ?

L'année 2010 montre une dramatisation à outrance des programmes télévisés. Le phénomène est international.

Au début, en 2001, on s'encanaillait en regardant Loft Story. Un nouveau genre télévisuel était né : pas de scénario, du vide, de la bouffe et du sexe. Petit à petit, les programmes de télé-réalité se sont étoffés, partant à l'aventure (genre Koh-Lanta), flirtant avec la chanson (Star Ac et la Nouvelle Star), ou essayant de

domestiquer le quotidien (Super Nanny).

Même la politique y passe. L'ex-candidate américaine à la présidence Sarah Palin a promu sa région dans un programme, Sarah Palin's Alaska. Au

mode d'écriture dans l'ensemble des programmes télévisés ». Conséquence : 2010 a vu une floraison de programmes « qui mettent en scène l'individu dans tous ses états ». On privilégie « l'expérience individuelle à tout autre mode de narration ». Que du « brut de décoffrage, de

l'image, des actions ». encore "considérez les circonscriptions électorales comme des cibles dans un collimateur". Illustration de cette rhétorique violente des Tea Party, une affiche de campagne, diffusée par le Comité d'action politique de Sarah Palin, montrait une carte de l'Amérique émaillée de viseurs de fusils. Suivie d'un passage à l'acte d'un jeune homme qui a tué six personnes le 8 jan-



vier, en ouvrant le feu lors d'un rassemblement politique autour d'une élue démocrate à Tucson ! Jusqu'où ira-t-on ?

près de vous

Rezé

Ne pas laissé tomber Haïti

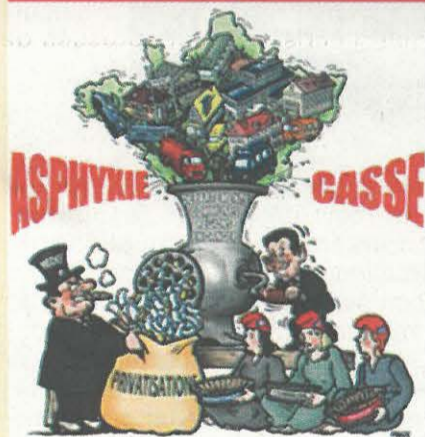
Un an après la catastrophe sismique qui touchait Haïti - la plus importante et la plus meurtrière de l'histoire de l'île - c'est maintenant une épidémie de choléra qui sévit. A l'occasion du vote d'une subvention en faveur de l'association "AYITI Education" conformément aux souhaits de la ville de soutenir l'action éducative sur l'île, Annie Fretin a déploré la situation inhumaine dans laquelle vit encore le peuple Haïtien : « *Les catastrophes climatiques, les maladies et l'extrême pauvreté ne résultent pas du seul sort de la nature* ». Pour l'élue, « *dans un pays où l'immense majorité de la population vit dans une situation d'extrême précarité et de violation quotidienne de ses droits humains les plus élémentaires, les cataclysmes comme celui que vit Haïti aujourd'hui ont des conséquences terribles* ».

Un pays pillé et affamé depuis des siècles, notamment par la France et encore aujourd'hui par le biais d'« *un plan d'austérité imposé par le fond monétaire international* ».

Finances locales

Comme neige au soleil

STOP



ENSEMBLE DÉFENDONS LES SERVICES PUBLICS POUR TOUS !

Les investissements des collectivités locales ont diminué de 2,1% l'an passé. Un recul qui s'expliquerait d'une part par le contrecoup des efforts fournis en 2009 pour apporter des solutions à la crise mais aussi, par le climat d'incertitude qui pèse sur les finances locales. Une baisse des investissements qui pourrait donc se poursuivre en 2011 aux vues des contraintes qui pèsent sur les collectivités.

Services Publics locaux

L'ANECR à l'offensive

Le 25 janvier les élus de L'ANECR étaient mobilisés contre les dangers qui pèsent contre les services publics locaux. Ces services essentiels à la population sont aujourd'hui menacés par une politique de droite qui entend les privatiser. Sauver ces services publics c'est possible, il suffirait pour cela, par exemple, de taxer les entreprises sur leurs bénéfices en modulant l'impôt en fonction de l'emploi et des investissements et en faisant contribuer les actifs financiers de ces entreprises.

L'invité

Airbus garnit son carnet de commandes, il faut maintenant remplir les ateliers et les bureaux.

Après avoir enregistré une commande de cinquante appareils « A 320 » il y a 3 semaines, la société enregistre dans son carnet la fabrication de 180 avions du même type pour la compagnie Indienne Indigo. Ces deux importantes commandes ravissent les salariés, les organisations syndicales et la population du bassin d'emplois.

Ces deux contrats représentent ensemble **8 mois de charge de travail pour tous les établissements de la société**. Ils viennent conforter le carnet de commande qui représentait déjà une charge de plus de 7 années pleines.

Les nouveaux appareils « A.320 », comparés à la génération précédente consomment 15 % de moins en carburant, d'autre part l'an dernier Airbus a livré plus de 500 appareils de tous types, confirmant ainsi, les compétences des personnels de toutes catégories, les performances des appareils confirmant ainsi sa place de premier avionneur devant Boeing.

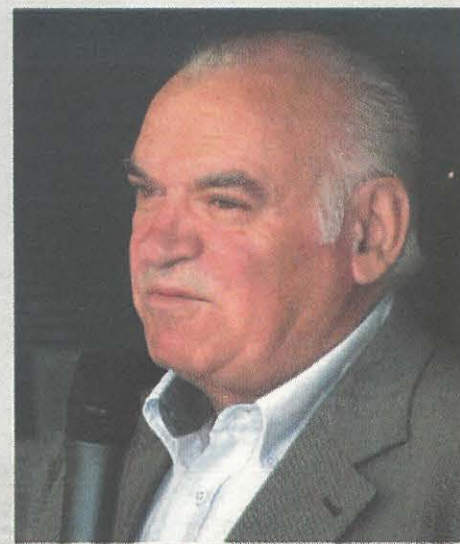
Chaque nouvelle commande vient conforter l'emploi de notre bassin de vie, particulièrement frappé par les conséquences désastreuses de la politique du système bancaire, à la recherche de plus values financières.

Le plan d'embauches mis en place par l'établissement de Montoir de Bretagne est accueilli avec satisfaction par les salariés du secteur de l'aéronautique, par les employés en CDD, ou en contrats intérimaires, par les jeunes à la recherche du premier emploi et par les populations de la Basse Loire.

Le plan d'embauches 2011, pour que la société joue pleinement son rôle économique et social, doit-être à la hauteur des besoins, il doit prendre en compte :

- la réalité du carnet de commandes,
- le niveau des heures supplémentaires effectuées,
- l'important volant de contrats précaires,

En ce début d'année, j'émetts le vœu que la situation présente se traduise par 200 à 300 embauches supplémentaires dans les établissements locaux.



Roger DAVID
Conseiller Général du canton de Montoir-de-Bretagne

L'activité

Région

Ligne Nantes-Pornic : Gilles Bontemps rencontre les usagers

Le 8 décembre dernier, Gilles Bontemps rencontrait les usagers de la ligne Nantes-Pornic/Saint-Gilles Croix de Vie. Cette rencontre faisait suite à la demande d'usagers déplorant l'allongement du temps de parcours sur deux trains de la ligne. Un allongement qui s'inscrit dans le cadre d'une offre nouvelle comprenant 59 trains supplémentaires sur une semaine, un renforcement aux heures de pointe ainsi qu'une desserte plus fréquente en journée et en été. A l'écoute du mécontentement l'élue régional précise « que la Région va être particulièrement attentive aux fréquentations des différents services découlant de cette nouvelle offre et qu'en fonction des résultats, des modifications pourront intervenir dans le sens de l'intérêt général des usagers [...]. **L'objectif prioritaire de la Région est de proposer un service public régional de transports de qualité, adapté aux besoins du plus grand nombre de ligériens** » assure-t-il. C'est ainsi que l'élue a, lors de cette rencontre, proposé de réduire de 20 minutes le trajet d'un des deux trains incriminé. D'autres pistes de travail ont été évoquées lors de cette réunion mais d'ores et déjà, l'élue chargée des déplacements a annoncé qu'il reviendrait rencontrer les usagers courant mai pour faire le point sur la nouvelle situation. Dans le même temps, la CGT interpellait la direction de la SNCF sur les dysfonctionnements de cette ligne en lui demandant des moyens humains et financiers supplémentaires

CARENE

Pour une augmentation du versement transport

Les élus de la CARENE viennent de publier leur dernière lettre dans laquelle Hubert DELAHAIE, président du groupe, revient sur le nouveau projet de Bus à haut niveau de service qui sera mis en place en 2012. Ce bus en site propre est pour le groupe communiste : « **une véritable révolution des transports en commun** » de l'agglomération nazairienne. Révolution qui, pour l'élue communiste « **nous donne le droit d'augmenter le taux du versement transport** ». Cet impôt assis sur la masse salariale des entreprises de plus de 9 salariés peut, à la CARENE, être portée à un taux maximum de 1,80%. Pourtant comme l'explique l'élue, le conseil communautaire de juin 2010 a porté ce taux à 1,25% au 1er janvier 2011 puis, 1,50% au 1er janvier 2012, décisions sur lesquelles s'était abstenu le groupe communiste. Cela, représente « **un manque à gagner difficilement compréhensible** » pour Hubert DELAHAIE « **sachant que le coût du projet est estimé à 52 millions d'euros et qu'une augmentation de 0.1% du versement transport représente un million d'euros de ressources supplémentaires pour notre intercommunalité** ».

Le groupe communiste de la CARENE s'est toujours battu pour porter le versement transport à son taux maximum, un effort nécessaire pour l'amélioration du réseau de transport en commun.

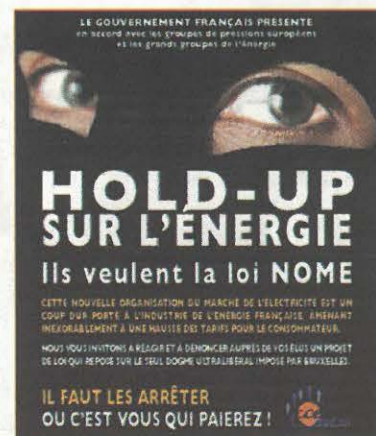
Saint-Herblain

Non à la loi NOME

Lors du dernier conseil municipal, les élus de Saint-Herblain se sont prononcés contre la loi NOME. Pour l'élue communiste Sandrine Fleurimont, cette loi voulue par le gouvernement et soutenue par la droite parlementaire fait que « **les concurrents privés vont pouvoir mieux dévaliser l'opérateur public qu'est EDF, et cela en toute légalité** ». Ce qui ne s'est pas imposé aux français lors de l'ouverture du marché de l'électricité cette loi tente d'y remédier. En effet, « **95% des foyers sont restés fidèles à EDF après l'ouverture du marché à la concurrence** » indique l'élue.

« **Au nom de la concurrence libre et non faussée** ajoute-t-elle, **on oblige EDF à vendre un quart de sa production électrique** » ainsi, « **le gouvernement brade une part substantielle de la production électro nucléaire** » ce qui revient « **à porter atteinte à l'indépendance énergétique de notre pays et à l'intérêt général** ». Nous sommes là, bien loin de ce qui a prévalu à la Création D'EDF et GDF en 1946 époque où « **l'énergie n'était pas considérée comme une marchandise, mais un bien vital pour la nation et les citoyens la composant** ».

Pour les usagers, l'élue rappelle que « **selon la commission de régulation de l'énergie, les conditions prévues par la loi NOME, vont engendrées une augmentation mécanique de la quitance EDF de 25% d'ici 2015** ». Une augmentation qui risque « **d'accroître de façon sensible la précarité énergétique de centaines de milliers de familles en difficulté** ».



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



St Herblain Gesvres et Cens

Judi 31 janvier : Assemblée générale de la section à 19H30 au centre socio-culturel du Sillon de Bretagne.

Loire-Atlantique

Judi 3 février : Venue de Pierre Laurent dans le département.

Fédération

Mardi 8 février : Réunion du Conseil départemental à 18H30 à la fédération

Nantes

Judi 9 février : Réunion du comité local à 18H00 à la fédération.

■ Pierre LAURENT en Loire-Atlantique



Judi 3 février !
Forum « l'industrie a un avenir »
Avec Pierre LAURENT
Salon République de St Nazaire à 20H00

Durant cette journée en Loire-Atlantique, Pierre LAURENT rencontrera les salariés et syndicalistes des chantiers navals, de l'aéronautique, du port, de la SNCF et de nombreuses autres entreprises.

■ Banquet départemental



Le Banquet départemental annuel de la fédération de Loire-Atlantique du Parti communiste français qui va se dérouler le **vendredi 11 février, salle de la carrière à St Herblain**, à partir de 19H00, est en pleine préparation. Des inscriptions sont parvenues à la fédération, les sections du PCF et leurs militants se sont engagés à faire de ce banquet une **initiative politique**

importante et un moment de convivialité et de fraternité auxquels tous les communistes sont attachés à perpétuer. Bien qu'organisé par le Parti communiste, ce banquet est ouvert à toutes celles et tous ceux qui souhaitent partager une bonne soirée en compagnie d'André CHASSAIGNE, député du Puy de Dôme, candidat à la candidature pour la présidentielle 2012. **André CHASSAIGNE prendra la parole** pour un discours attendu, un discours dont le contenu sera consacré aux conséquences lourdes des politiques de la droite et à la nécessité de l'alternative.

Avant le Banquet, **André CHASSAIGNE sera à la librairie du Lieu Unique de Nantes à 18H00 pour faire la promotion de son livre « Pour une terre commune »**. Cette présence permettra au plus grand nombre de s'offrir ce livre et de le faire dédicacer par son auteur.



■ Des cars pour le banquet

Pour celle et ceux qui le souhaitent, des cars pour le banquet sont prévus :

Au départ de Rezé : Place du 8 mai à 18H00, parking de la Haluchère à 18H30, Rond-point des châtaigniers (Dervallières) à 19H00.

Au départ de St Nazaire : siège de la section (18 rue des Halles) à 18H00, Mairie de Trignac à 18H15, Mairie de Montoir à 18H30, Rond-point du golfeur de Savenay à 18H45.

Pour réserver votre place de car, veuillez contacter la fédération au 02 40 35 03 00.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU

Commission paritaire : N° 0310 | 86504

Imprimerie: IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36

e-mail: redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Pedro MAIA

Jean-Yves MARTIN

Mireille PERNOT

Yann VINCE



Vite lu...

■ Revue du projet



Le 4ème numéro de la revue du projet est paru. Pour ce mois de janvier, **le dossier spécial est consacré à la mondialisation**. Une mondialisation dont beaucoup de spécialistes ne s'accordent pas toujours pour identifier son commencement mais qui s'est accéléré avec la chute des blocs pour devenir un phénomène commun à tous les pays. **Communication, interdépendance, financiarisation de l'économie sont quelques uns des thèmes débattus dans ce dossier.**

Cette revue est consultable sur le site internet du PCF et peut-être éditée sur demande auprès d'un responsable communiste ou à la fédération : 02 40 35 03 00.



La révolution de jasmin avant tout populaire !

Par Adrien Héлары

La révolte sociale en Tunisie a franchi un cap important d'une simple colère déclenchée par l'immolation d'un jeune vendeur ambulant, c'est toute la corruption et l'injustice de la dictature de Ben Ali qui en a fait les

frais. **Les tunisiens ont obtenu le départ de leur tyran**. Devant la fureur du peuple le dictateur a fui, s'en allant mendier l'asile dans un pays aussi démocratique qu'il l'était le sien. Lâché par ses anciens alliés (la France en tête) c'est finalement en Arabie Saoudite qu'il a trouvé refuge. La France a brillé sur le plan international en proposant par la voie de sa ministre des Affaires Étrangères, MAM «le savoir-faire, reconnu dans le monde entier, de nos forces de sécurité »... à Ben Ali. Nos journalistes à la télé comme à la radio ont salué une révolution « twitter et facebook », si ces nouveaux médias ont eu un rôle, il est insultant pour les manifestants morts sous la sauvage répression de la police de leur donner la paternité de cette victoire. Cette révolution



s'est faite dans la rue et le peuple tunisien doit être salué pour être resté dans la rue malgré les balles de la police. **Les tunisiens et principale-**

« Les tunisiens sont un exemple pour les peuples arabes et plus largement pour tous les peuples montrant que l'espoir reste »

ment les jeunes ne se laisseront pas voler leur révolution, le gouvernement d'union nationale (excluant l'opposition autre que l'opposition légale !) n'aura même pas tenu une journée. Le nouveau paysage politique tunisien présente des horizons bien sombres, la police se livre à un pillage du pays, incendiant et terrorisant la population. L'armée s'est déployée refusant de tirer sur la foule et livre combat contre la police corrompue de l'ancien

régime. Alors que des cadres du RCD, parti de l'ex-dictateur, tentent de reprendre la main en exigeant l'application de la constitution (élections sous 60 jours ne laissant pas le temps à l'opposition de s'y préparer), les tunisiens ont pris d'assaut le siège du parti exigeant le départ du pouvoir de tous les cadres de l'ancien régime. La classe dirigeante prête à tout pour se maintenir semble incapable d'offrir des perspectives démocratiques à son peuple. Celui-ci l'a d'ailleurs bien compris. **Aujourd'hui en Tunisie on lutte pour les droits démocratiques les plus fondamentaux, mais c'est bien d'une situation économique désastreuse qu'est partie la révolte**, et le futur gouvernement tunisien devra en tenir compte. Les tunisiens sont un exemple pour les peuples arabes et plus largement pour tous les peuples montrant que l'espoir reste et qu'un système n'est pas aussi immuable qu'il aime paraître.